

[Français]

M. Caouette: Monsieur le président, j'ai écouté avec beaucoup d'attention, tout à l'heure, les observations de l'honorable député de Saskatoon (M. Brand). Il nous a parlé de l'importance du Conseil national des recherches, y compris le Conseil de la recherche médicale. Et le député a répété à plusieurs occasions que le gouvernement fédéral n'affectait pas suffisamment d'argent afin que ces recherches soient faites plus en conformité avec les nécessités et les besoins du pays.

Lorsque le député de Saskatoon, qui est lui-même un médecin, disait, par exemple: Nous n'avons pas d'argent; nous devrions trouver l'argent; nous dépensons trop pour la défense nationale, alors que nous devrions en dépenser plus pour les recherches dans le domaine médical ou dans le domaine national —il avait parfaitement raison.

Seulement, monsieur le président, je voudrais attirer l'attention du député sur le fait que, pendant trois semaines environ, son parti politique s'est opposé à l'adoption des crédits provisoires, à la Chambre, ici, sous prétexte que les trois forces armées au Canada devaient être maintenues comme elles le sont actuellement.

Or, il y a là contradiction entre la déclaration du député de Saskatoon et les agissements de son parti politique, depuis trois semaines. Monsieur le président, c'est bien cela, et j'abonde dans le sens du député, oui.

[Traduction]

M. Brand: Le député me permettrait-il une question? N'ai-je pas dit que le gouvernement actuel avait trouvé 300 millions de dollars pour construire des installations de défense—je veux parler d'un édifice—malgré la réduction manifeste des effectifs des forces armées. Je n'en avais pas aux crédits affectés à la défense mais à la somme dépensée pour ce monument en hommage au ministre de la Défense nationale, si vous voulez l'appeler ainsi. C'est tout à fait différent de ce qu'a dit le député.

M. Caouette: Le député a dit «à un monument particulier». C'est une affirmation et non une question. Qu'il me pose une question s'il en a une à me poser.

M. Brand: Certainement, avec plaisir. J'ai demandé si le député n'était pas d'accord que c'était bien là les mots que j'avais employés et non ceux qu'il m'avait attribués. Il s'agit donc bien d'une question.

[Français]

M. Caouette: Monsieur le président, je comprends ce que le député de Saskatoon veut

[M. Cowan.]

dire, qu'un édifice que le gouvernement est en train de construire, ou s'apprête à construire, coûtera des millions, probablement. Seulement, cet édifice servira quand même aux forces armées canadiennes. Et le député de Saskatoon conviendra avec moi que depuis trois semaines son parti politique s'oppose à ce que nous diminuions les dépenses de la défense nationale en unifiant les forces armées canadiennes. Et le député sait que ces dépenses seront nettement diminuées lorsque nous aurons une seule armée au lieu de trois armées.

• (9.10 p.m.)

Maintenant, que le député discute de la construction d'un édifice pour l'armée, où que ce soit au Canada, c'est son droit. J'en discute moi-même, et même je considère que nous dépensons trop présentement pour la défense nationale et, encore comme lui, que nous ne dépensons absolument pas assez dans le domaine des recherches.

Et lorsque nous considérons que le crédit n° 10 du Conseil national des recherches, y compris le Conseil de la recherche médicale, s'élève à 41 millions, je crois bien que n'importe quel député à la Chambre admettra que 41 millions, même si cela constitue une somme énorme, ce n'est quand même pas suffisant pour aider les recherches au pays.

Quand on considère, monsieur le président, que nous paierons cette année, en intérêt seulement sur la dette nationale, un milliard, 215 millions, sans diminuer la dette! Ce qui veut dire 29½ fois le montant attribué au Conseil national des recherches, y compris le Conseil de la recherche médicale.

Monsieur le président, cela, le député de Saskatoon n'en a pas parlé. Et je ne crois pas, non plus, entendre le ministre des Finances et Receveur général (M. Sharp) en parler ni à ce moment-ci ni lorsque nous serons rendus à la fin de l'étude des crédits du ministère que nous étudions présentement.

Mais, monsieur le président, il y a dans le monde entier des problèmes comme nous en avons ici. Hier, ce n'est pas tellement loin, le 16 novembre, le premier ministre de la province de Québec, M. Daniel Johnson, recevait à son bureau un groupe de hautes personnalités suédoises—cela veut dire que ces gens venaient de la Suède, et je veux que cela soit bien consigné au hansard afin que tout le monde comprenne, même l'honorable député de Matapédia-Matane (M. Tremblay). Donc, certaines personnalités suédoises sont venues lui faire une visite de courtoisie. Par la suite, au cours d'une conférence de presse, M. Gunnar Lange,—en suédois je ne sais trop comment cela se prononce, mais c'est Lange, et je remercie l'ancien ministre de l'Immigration